



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 14 avril 2022

**La directrice régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

à  
**Monsieur le Préfet de Maine et Loire**  
Direction de l'Interministérialité et du  
Développement Durable  
Bureau des Procédures Environnementales et  
Foncières

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Autorisation environnementale unique

Phase de décision

<b>Société : SAS CET BOUYER LEROUX</b> <b>Commune : 49280 LA SEGUINIÈRE</b> <b>N° S3IC : 0063.0991</b>	
<u>Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant :</u>  <b>Portée de la demande :</b> <input type="checkbox"/> Nouveau projet (établissement nouveau) <input type="checkbox"/> Extension - Modification <input type="checkbox"/> Régularisation <input type="checkbox"/> Prolongation / renouvellement	<u>Situation de l'établissement :</u> <input type="checkbox"/> En projet <input type="checkbox"/> En fonctionnement

**Copie à :** DREAL (SRNT) – Dossier – Chrono – Enregistrement S3IC



Tel : 02 72 16 42 20

Mel : [uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr)

Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

<b>Type de demande et champs réglementaires couverts par la demande :</b> <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – article L.181-1-2° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) – article L.181-1-1° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 <input type="checkbox"/> Agrément ou déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) <input type="checkbox"/> Agrément pour le traitement de déchets <input type="checkbox"/> Autorisation de défrichement <input type="checkbox"/> Autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des obstacles à la navigation aérienne pour les projets éoliens <input type="checkbox"/> Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (GES) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles (articles L.332-6 et L.332-9) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement (art. L.341-7 et L.341-10) <input type="checkbox"/> Déclaration ICPE <input type="checkbox"/> Déclaration IOTA <input type="checkbox"/> Dérogation espèces protégées/protection faune et flore (article L.411-2) <input type="checkbox"/> Enregistrement ICPE	
<b>Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) :</b> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé  <b>Priorités d'actions :</b> <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (EPN) <input type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)	<b>Régime futur de l'établissement :</b> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB  <b>Dossier comprenant une :</b> <input type="checkbox"/> Étude d'impact <input type="checkbox"/> Étude d'incidence (suite procédure 'cas par cas')

Le dossier de demande d'autorisation a été déposé le 23/04/2021 en préfecture de Maine-et-Loire.

Le présent rapport d'examen fait la synthèse du dossier initial et de complément en date du 9 septembre 2021.

## 1 Enjeux du projet

Le projet et ses enjeux sont décrits de façon détaillée dans la note de présentation figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis par l'exploitant.

Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

### 1.1 Objet de la demande

La demande consiste à poursuivre l'exploitation de l'ISDND jusqu'au 31 décembre 2040.

Les déchets seront en majorité des déchets d'activités économiques (DAE), des encombrants et des refus de tri des installations de valorisation. Le projet ne prévoit pas de poursuivre l'activité de stockage de déchets d'amiante lié au-delà de décembre 2023.

L'ISDND sera exploitée en 14 casiers sur une emprise de 16,5 ha en réhausse des casiers actuels de La Cachotière. La durée d'exploitation des casiers sera comprise entre 8,1 et 21,6 mois.

Dans le cadre du réaménagement final, les casiers seront réaménagés pour former un dôme unique qui atteindra la cote maximale de 133 m NGF. La hauteur moyenne de la réhausse sera de 8,40 m. Le modelé final présentera des pentes sommitales moyennes de 8 %.

Les terrains du site après la cessation d'activité de l'ISDND feront l'objet d'un usage compatible avec la présence de déchets et les contraintes environnementales existantes sur l'installation de La Cachotière.

Les terrains retrouveront à minima leur état de terrains naturels, avec le développement d'une végétation herbacée et/ou arbustive de type prairies.

L'origine géographique des déchets admis est :

- département de Maine-et-Loire ;
- département de Loire-Atlantique ;
- cantons limitrophes de la Vendée et cantons de Montaigu et Les Herbiers ;
- cantons limitrophes des Deux-Sèvres et cantons de Thouars, Cerizay et Bressuire.

Concernant les déchets municipaux de la Loire-Atlantique, seuls ceux provenant des cantons limitrophes du département de Maine-et-Loire sont admis sur le site, à savoir les cantons d'Ancenis, Nort-sur-Erdre, Carquefou, Vallet et Clisson.

La zone de chalandise d'acceptation des déchets tient compte des modifications cantonales suite à la loi du 17 mai 2013.

Le biogaz produit par les installations alimente thermiquement les fours de la briqueterie voisine via une canalisation enterrée de 1,7 km. En cas d'indisponibilité de la briqueterie, une torchère est conservée sur le site.

Le site de La Cachotière traite le biogaz et les lixiviats en provenance de l'ISDND de La Brunière en post-exploitation.

L'ISDND sera exploitée en mode bioréacteur.

Les horaires d'ouverture demeurent identiques : 7h30 à 12h45 – 14h à 18h.

## **1.2 Les enjeux principaux du projet**

La demande d'autorisation porte sur une poursuite de l'exploitation actuelle, avec une simple réhausse des casiers de stockage de déchets. De ce fait, les enjeux identifiés sont réduits aux points suivants :

Les éléments techniques sur la réhausse des casiers de stockage de déchets sont un élément important du dossier de demande.

Les arguments sur la prolongation de la durée de vie du site seront examinés en lien avec le plan en vigueur sur la gestion des déchets, les objectifs visés à l'article L.541-1 du code de l'environnement (dont ceux issus de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et le respect du principe de proximité) et la politique appliquée au niveau de la région Pays-de-Loire.

La gestion des lixiviats issus de l'installation est un enjeu non négligeable.

## **1.3 La compatibilité aux documents d'urbanisme**

La demande ne porte sur aucun accroissement de la surface déjà autorisée.

Le PLU de la commune de La Séguinière a été approuvé le 18/09/2017 par la Communauté de l'Agglomération du Choletais.

D'après le plan de zonage du PLU, le projet est situé en zone At destinée aux activités d'enfouissement pour la plus grande partie. La pointe sud-ouest, comprenant le bassin BEP 4, se situe en zone AC, destiné aux activités d'extraction.

## **1.4 Les droits fonciers**

L'exploitant justifie dans sa demande la maîtrise foncière des terrains concernés par le projet.

La réglementation au titre de l'article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux demande l'instauration d'une bande d'isolement des 200 mètres inconstructibles autour des casiers (à partir du pied de digue de l'ISDND de la Cachotière) dont le but est d'éviter tout usage des terrains périphériques incompatible avec l'ISDND. Cet article demande

également qu'« une bande d'isolement de 50 mètres soit instaurée autour de l'ensemble des installations de gestion du biogaz et des lixiviats. Cette bande peut être incluse dans la bande des 200 mètres instituée autour des casiers », ce qui est le cas pour le site de La Cachotière et son projet de rehausse. Cette bande d'isolement de 50 mètres reste dans l'emprise ICPE du site de La Cachotière.

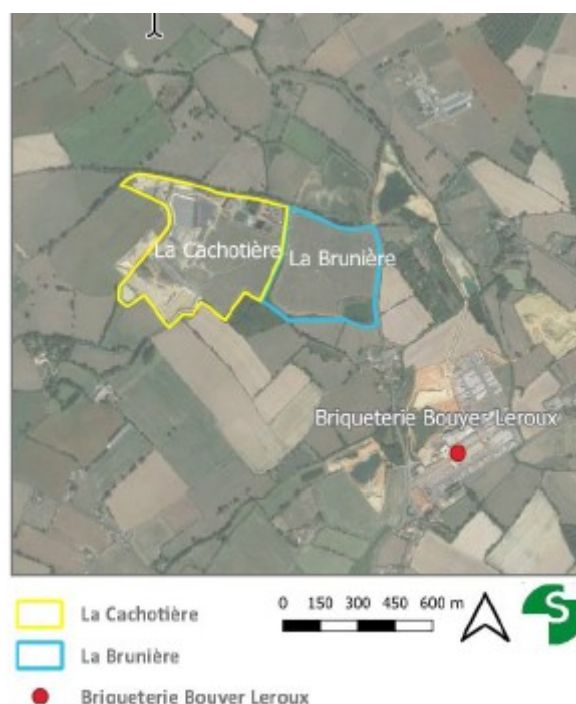
Un périmètre de 100 mètres est également à prendre en compte à partir de l'emprise du stockage du casier dédié d'amiante lié (activité qui ne fait pas partie de la demande d'autorisation environnementale).

La SAS CET Bouyer Leroux a mis en place, pour les parcelles dont elle n'a pas la maîtrise foncière, des conventions de servitudes avec les propriétaires des parcelles concernées par cette bande d'isolement des 200 mètres pour la durée d'exploitation et la période de suivi du site du projet de rehausse. La SAS CET Bouyer Leroux respecte ainsi les obligations réglementaires en termes d'isolement dans le cadre de son projet de rehausse. Le tableau ci-dessous synthétise l'état de maîtrise foncière de la bande des 200 mètres.

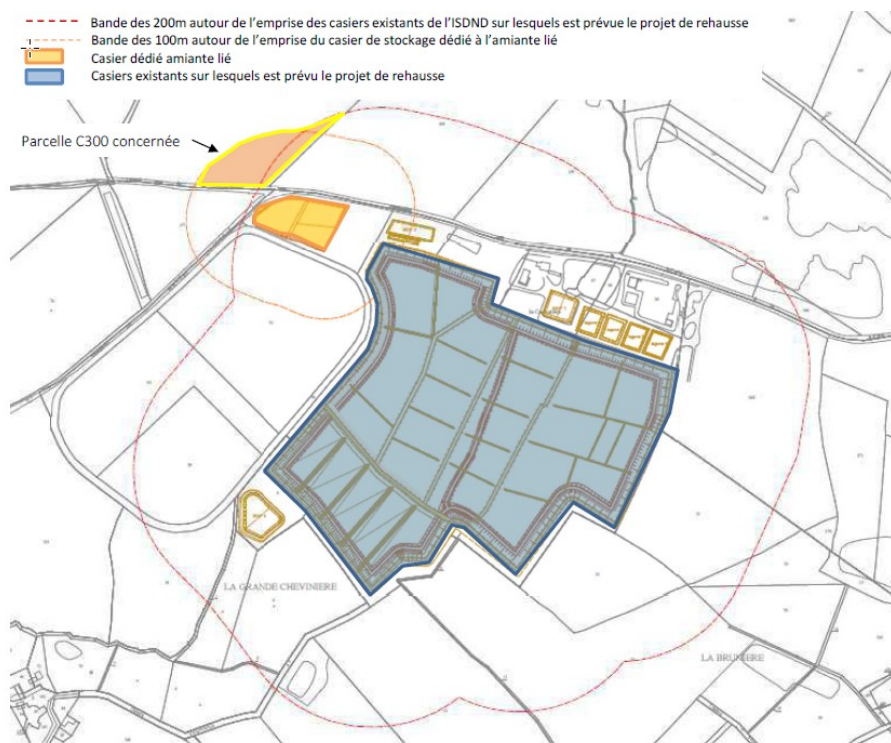
Parcelles cadastrales dans la bande des 200 m	Lieu-dit	Commune	Superficie totale	Etat de maîtrise foncière de la bande des 200m
ZA 7	La Petite Chevinière	La Séguinière	4 ha 93 a 68 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
ZA 13	La Brunière	La Séguinière	3 ha 19 a 41 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
ZA 74	La Brunière	La Séguinière	94 a 39 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
AD 368	Les Grandes Landes	La Séguinière	6 ha 08 a 73 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
AC 32	La Lande	La Séguinière	1 ha 46 a 60 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
AC 37	La bas Champs des landes	La Séguinière	20 a 80 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
AC 38	La bas Champs des landes	La Séguinière	11 a 50 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
AC 39	La bas Champs des landes	La Séguinière	79 a 80 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
AC 40	Les Landes	La Séguinière	6 ha 72 a 80 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
AC 91	La Grande Lande	La Séguinière	1 ha 72 a 50 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
AC 135	La Grande Lande	La Séguinière	9 ha 56 a 88 ca	Propriété SAS CET Bouyer Leroux
ZA 1	La Grande Chevinière	La Séguinière	19 a 07 ca	Convention
ZA 4	La Grande Chevinière	La Séguinière	19 a 73 ca	Convention
ZA 5	La Grande Chevinière	La Séguinière	4 a 06 ca	Convention
ZA 6	La Grande Chevinière	La Séguinière	3 ha 51 a 01 ca	Convention
ZA 8	La Petite Chevinière	La Séguinière	2 a 95 ca	Convention
ZA 9	La Petite Chevinière	La Séguinière	52 a 20 ca	Convention
ZA 10	La Petite Chevinière	La Séguinière	6 ha 59 a 26 ca	Convention
ZA 11	La Brunière	La Séguinière	10 a 83 ca	Convention
ZA 12	La Brunière	La Séguinière	2 ha 38 a 08 ca	Convention
ZA 20	La Brunière	La Séguinière	9 ha 33 a 59 ca	Convention

Parcelles cadastrales dans la bande des 200 m	Lieu-dit	Commune	Superficie totale	Etat de maîtrise foncière de la bande des 200m
ZA 75	La Brunière	La Séguinière	1 ha 56 a 10 ca	Convention
ZA 92	La Petite Chevinière	La Séguinière	14 ha 84 a 69 ca	Convention
C 152	La Grande Vigne	La Séguinière	7 ha 61 a 00 ca	Convention
C 163	Le Grand Champ du Bois	La Séguinière	3 ha 94 a 74 ca	Convention
C 166	La Grande Oigne	La Séguinière	42 a 40 ca	Convention
C 298	Le Pré des Biches	La Séguinière	1 ha 68 a 40 ca	Convention
C 299	Le Champ de la Vergnere	La Séguinière	6 ha 39 a 22 ca	Convention
C 300	Le Champ de la Vergnere	La Séguinière	10 ha 17 a 72 ca	Absence de convention
AC 23	Le Grand Pré de Launay	La Séguinière	2 ha 82 a 51 ca	Convention
AC 29	La Versenne	La Séguinière	2 ha 74 a 20 ca	Convention
AC 30	L'Epinette	La Séguinière	3 ha 41 a 90 ca	Convention
AC 31	La Lande	La Séguinière	5 ha 21 a 60 ca	Convention
AC 90	La Lande	La Séguinière	1 ha 39 a 00 ca	Convention
AB 67	La Perche du Milieu	La Séguinière	1 ha 89 a 80 ca	Convention

Les parcelles grisées correspondent à la surface de l'installation classée pour la protection de l'environnement actuelle qui couvre 25 ha 54 a 56 ca.



Par mail du 25/06/2021, la préfecture de Maine-et-Loire a sollicité le service instructeur pour l'instruction d'une demande d'institution de servitude d'utilité publique. Le tableau ci-dessus montre que l'exploitant ne dispose pas de la maîtrise foncière dans la bande de 200 mètres pour la parcelle C 300 (voir carte ci-dessous). Cette parcelle a une superficie de 10 ha 17 a 72 ca, dont 98 a 43 ca sont dans l'emprise de la bande d'isolement de l'ISDND. Cela représente 1,5 % de la surface concernée par la bande d'isolement.



*Périmètre de la bande d'isolement du site de La Cachotière*

Le dossier de servitude demande l'institution d'une servitude non aedificandi de telle manière qu'aucune construction, même temporaire, destinée à abriter, à quelque titre que ce soit des hommes ou des animaux, ne soit possible.

Par ailleurs, il est demandé que soient interdits les usages suivants :

- toute activité entraînant une occupation de l'immeuble par des tiers susceptibles de nuire au périmètre de protection établi par la Servitude d'Utilité Publique pour l'isolement du centre de stockage de déchets de La Cachotière par rapport aux tiers, par exemple : l'exploitation de camping, de golf, de terrain de sport, de stationnement, d'habitations même provisoires, a fortiori de tout Établissement Recevant du Public, etc.;
- toute activité ou usage incompatible ou susceptible d'interagir avec les activités ou les installations de centre de stockage et d'une manière générale de rompre l'isolement du centre de stockage de déchets de La Cachotière et imposé par l'application de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Sont toutefois autorisées les activités agricoles de culture, jachère, prairie ou mise en pâture.

#### Servitudes en cas de mutation :

En cas de vente, cession gratuite ou non, mise à disposition des parcelles concernées par les servitudes gracieuses ou onéreuse, les présentes servitudes continueront de s'appliquer, notamment au propriétaire et/ou à tout titulaire de droit réel, au profit de tout exploitant désigné comme tel par la préfecture et à défaut au profit de l'État.

Ces servitudes devront couvrir la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi à long terme de l'installation de stockage de déchets non dangereux et du projet de poursuite d'activité.

## 2 Classement des installations

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.181-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous.

Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
3540-1	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3, installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	ISDND : 50 000 t/an jusqu'en 2024, dégressif pour arriver en 2031 à 40 000 t/an, jusqu'en 2040  Capacité de 900 000 m <sup>3</sup> (2024 à 2040)  2 500 t/an d'amiante lié *	A	3 km	d
2760-2b)	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720. 2. Installation de stockage de déchets non dangereux	ISDND : Jusqu'en 2024 : 50 000 tonnes/an Années 2025 à 2026 : 48 500 tonnes/an Années 2027 à 2028 : 45 000 tonnes/an Années 2029 à 2030 : 42 500 tonnes/an Années 2031 à 2039 : 40 000 tonnes/an Année 2040 : 38 000 t soit 720 000 tonnes (2024 à 2040)	A	1 km	d
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	Unité de traitement des lixiviats provenant de site extérieur (ISDND La Brunière)	A	1 km	b
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages, inférieure à 50 t au total	Cuves aériennes GNR 5 m <sup>3</sup> et cuve fioul 3 m <sup>3</sup> , soit 6,6 tonnes environ	NC	-	-

Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total	60 m <sup>3</sup> /an	NC	-	-

\* : l'enfouissement d'amiante lié dans le casier de la parcelle C 32 est autorisé jusqu'au 31/12/2023

Par ailleurs, la canalisation pour le transport de biogaz entre son raccordement à l'unité de valorisation de l'ISDND de La Cachotière et la vanne de sectionnement en amont des brûleurs des fours de la Briqueterie Bouyer Leroux n'est pas soumise aux dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre 1<sup>er</sup> [autorisation environnementale] au regard des dispositions combinées des articles L.555-1, L.555-12 et L.554-5.1<sup>o</sup> du Code de l'environnement. Le projet de poursuite d'exploitation du site ne générera pas de travaux sur la canalisation elle-même.

La canalisation de transport de biogaz est actuellement réglementée par un arrêté préfectoral, porté par la société Bouyer Leroux :

- arrêté DIDD 2010 n°431 du 16 août 2010 relatif à l'exploitation d'une canalisation de transport de biogaz entre la briqueterie et le centre de traitement des déchets ménagers de La Cachotière.

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	5 piézomètres sont aujourd'hui présents sur le site, permettant d'en assurer la surveillance	D
2.1.5.0 - 1 <sup>o</sup>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 20 ha	Emprise de 25,55 ha	A
3.2.3.0 - 2 <sup>o</sup>	Plans d'eau, permanents ou non 2 <sup>o</sup> Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	2 mares présentes sur le site : - ancien bassin de prélèvement d'argile (0,1 ha) - mare au nord du site (0,3 ha) Soit 0,4 ha au total	D

\* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée

La portée de la demande concerne les installations repérées (b) et (d).

L'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED ». La décision d'exécution n°2018/1147 du 10 août 2018 établit les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associés à ces meilleures techniques disponibles.



Le site relève de la directive européenne, dite IED, sous l'unique rubrique 3540, cette rubrique étant la rubrique principale.

### **3 Politique de gestion des déchets**

La demande rappelle que l'installation de stockage acceptera les mêmes déchets qu'actuellement, à savoir les déchets non dangereux suivants :

- des déchets provenant d'activités économiques, il s'agira principalement de déchets de l'industrie, des entreprises, du commerce et de l'artisanat non valorisables, tels que les rebus et chutes de production, les déchets multi-matériaux imbriqués, de polymères, de cartons souillés, d'emballages souillés, etc... ;
- des matériaux de construction et de démolition non recyclables ;
- des déchets de voiries et espaces publics : déchets provenant du nettoyage des rues, des espaces verts, des jardins, etc... ;
- des déchets provenant d'installations de gestion de déchets, de stations d'épuration des eaux usées, de la préparation de l'eau potable et à usage industriel : les refus de centre de tri, les refus d'unité de tri mécano-biologique, les déchets de dégrillage et dessablage provenant des installations de traitement des eaux résiduaires qui sont composés essentiellement de sables et graviers, de débris divers transitant dans les réseaux d'assainissement, les boues non valorisables, les déchets encombrants des déchèteries, les refus des chaînes de valorisation matière, etc... ;
- des ordures ménagères résiduelles ;
- des terres polluées provenant de chantiers de terrassement.

En application de l'article L.541-1 qui prévoit à son alinéa 7° notamment que « 7° Réduire de 30 % les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en ISDND en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025 », le pétitionnaire fait l'exercice sur la zone 44/85/49 pour le compte des activités du groupe Véolia.

Le pétitionnaire déclare s'inscrire dans les priorités définies par la Directive Européenne et les politiques nationales concernant la gestion des déchets.

Le pétitionnaire considère que la poursuite de l'activité du centre de valorisation de La Cachotière est compatible avec le Plan National de Gestion des Déchets (respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets, proposition de réduction par dégressivité du tonnage annuel de 2025 à 2031, mise en application de la TGAP, application au niveau du site de la réglementation sur la collecte des emballages recyclables).

Le pétitionnaire indique que l'état des lieux du PRPGD Pays-de-Loire approuvé le 17/10/2019, mentionne le site de La Cachotière, et met en avant les installations de valorisation du biogaz vers les fours de la briqueterie Bouyer Leroux.

Le pétitionnaire mentionne également que le projet de poursuite d'activité sur La Cachotière a été pris en compte dans PRPGD de 2019, et fait valoir que la synthèse du PRPGD propose « *d'examiner au cas par cas toutes les demandes d'installations existantes (extension, prolongation liée à vide de fouille) pour se donner de la souplesse* ».

Le pétitionnaire promeut le modèle d'économie circulaire durable entre deux acteurs locaux que sont Véolia et Bouyer Leroux, en indiquant que cela s'inscrit dans le développement de l'écologie industrielle et territoriale, tel que préconisé par le PRPGD Pays-de-Loire.

Le pétitionnaire justifie de sa poursuite d'activité en pointant dans le PRPGD l'identification des 2 points suivants :

- le manque de données régionalisées pour les déchets d'activité économiques (DAE) ;
- les déficits de capacité de stockage en 2031 sur le Maine-et-Loire.

## 4 Compatibilité avec les plans, programmes, schémas

### 4.1 SCoT

Le projet sera en conformité avec les orientations du SCoT de l'Agglomération du Choletais.

### 4.2 PLU

La demande ne porte sur aucun accroissement de la surface déjà autorisée.

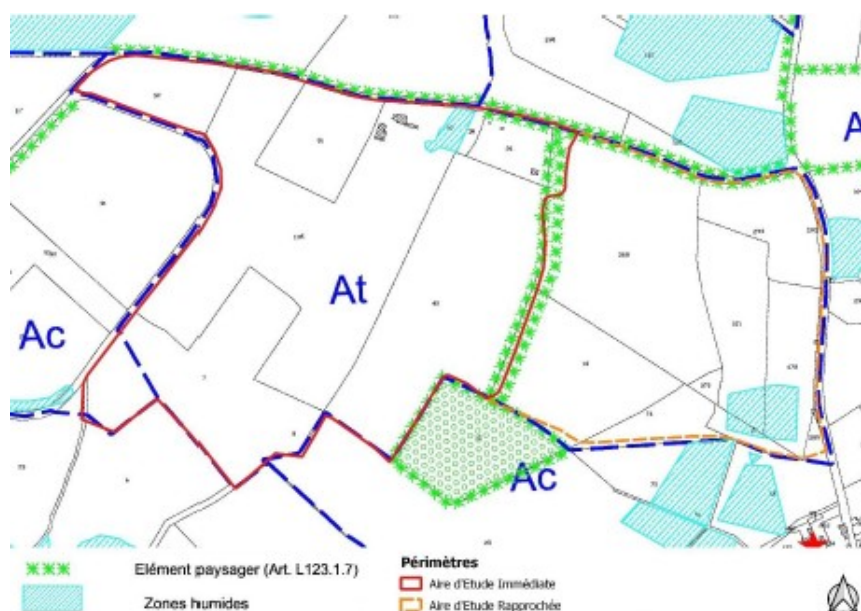
Le PLU (Plan Local d'Urbanisme) de la commune de La Séguinière a été approuvé le 18 décembre 2017 par le Conseil de Communauté.

D'après le plan de zonage du PLU, le projet est situé en zone « At », destinée aux activités d'enfouissement pour la plus grande partie. La pointe sud-ouest, comprenant le bassin BEP 4, se situe en zone « Ac », destinée aux activités d'extraction.

Le projet reste donc compatible avec ce PLU.

Le PLU délimite également :

- en bordure nord et est du site de La Cachotière, des éléments paysagers au titre de l'article L.123.1.7 du Code de l'urbanisme, c'est-à-dire à protéger pour des motifs d'ordre écologique ;
- au sein du site de La Cachotière, une zone humide validée par les Commissions Locales de l'Eau qui est également à préserver.



*Zonages environnementaux : éléments à protéger au titre du PLU de La Séguinière*

Le projet ne remettra pas en cause la présence des éléments paysagers et de la zone humide qui font d'ailleurs l'objet de mesures de gestion et de suivi pour favoriser le développement de la biodiversité depuis plusieurs années sur l'installation de La Cachotière.

La demande d'autorisation concernant la poursuite d'activité du centre de valorisation de La Cachotière est compatible avec les documents d'urbanisme fixant l'utilisation des sols sur la commune.

#### **4.3 Les plans de prévention des risques**

La commune de La Séguinière est concernée par un Plan de Prévention des Risques naturels lié au risque inondation par crue approuvé le 15 octobre 2008. Cependant le site est en dehors des zones d'aléas.

La commune de La Séguinière n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

#### **4.4 Le SRADDT**

Le projet de poursuite de l'activité du centre de valorisation de La Cachotière ne nécessitant pas d'emprise supplémentaire, il n'aura ainsi pas d'impact sur les zones agricoles et les zones de protection naturelles.

#### **4.5 Le SRCE**

Les terrains expertisés ne sont inclus dans aucun réservoir de biodiversité ni dans aucun corridor. L'analyse des incidences du projet réalisée par le CPIE Loire Anjou n'entraînera aucun impact sur la trame verte et bleue locale.

#### **4.6 Le SRCAE**

Le projet de poursuite de l'activité du centre de valorisation de La Cachotière est compatible avec les orientations du SRCAE pour les raisons suivantes :

- fonctionnement comme producteur de biogaz alimentant un consommateur (briqueterie) ;
- le biogaz produit constitue environ 15 % des apports d'énergie de la briqueterie voisine Bouyer Leroux.
- la capture et l'utilisation du biogaz pour alimenter les fours de la briqueterie voisine contribue à limiter les émissions de polluants dans l'air.

### **5 Prévention des risques chroniques et des nuisances**

#### **5.1 Réhausse de l'installation de stockage de déchets**

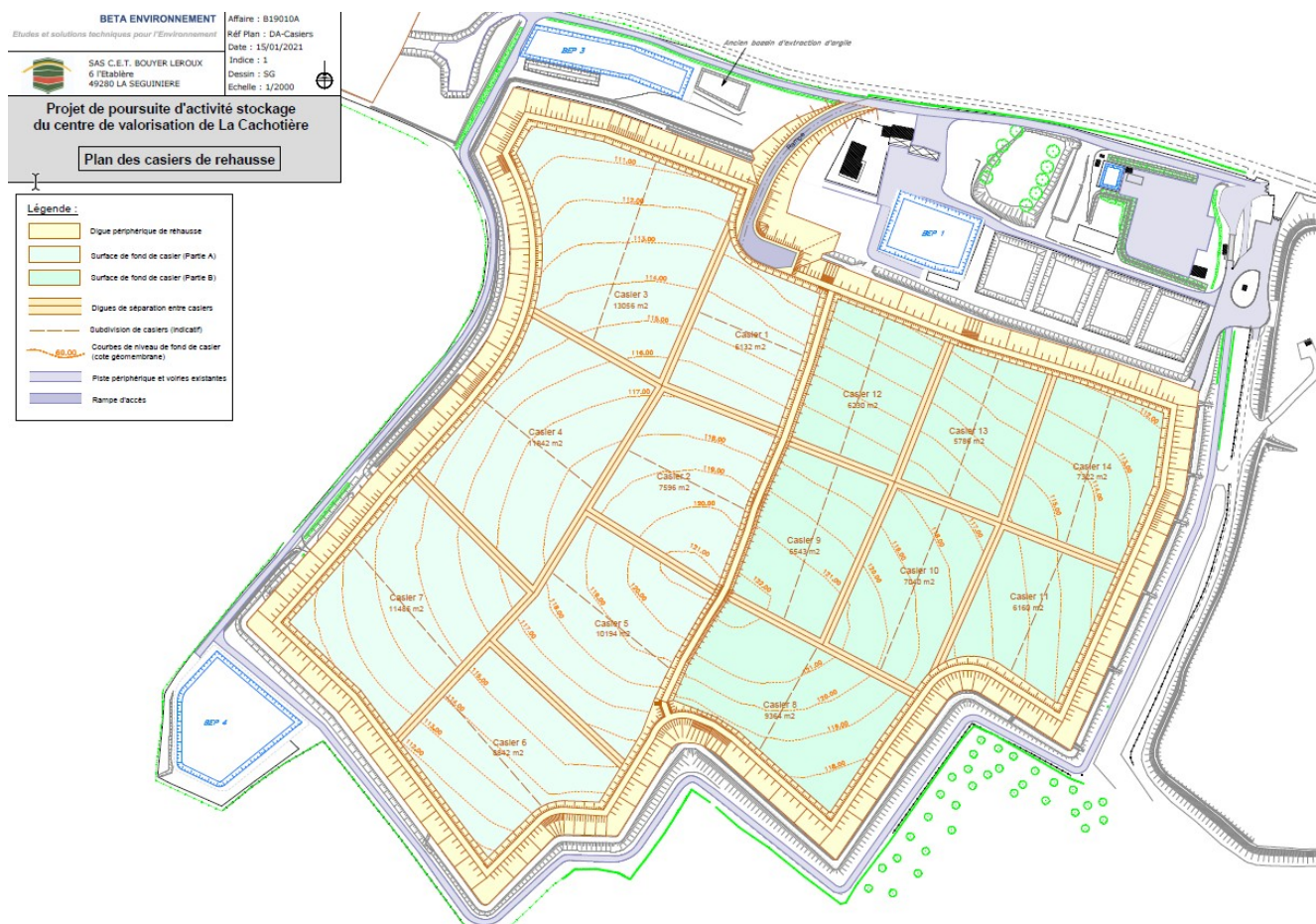
Le principal objectif de la demande d'autorisation porte sur la poursuite de l'exploitation du site en utilisant une technique de réhausse des casiers de stockage de déchets.

La superficie concernée par la demande est la même que sur l'emprise du site existant appelé « La Cachotière ».

Une digue périphérique de réhausse sera créée et engazonnée immédiatement. Elle suivra l'avancement de l'exploitation.

Le site actuel dispose en partie A d'une barrière passive des casiers inférieurs conforme en fond et en flanc à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. une nouvelle couche d'étanchéité active (géomembrane) sera mise en œuvre. La BSP des casiers inférieurs assure la fonction d'étanchéité passive [futurs casiers 1 à 7].

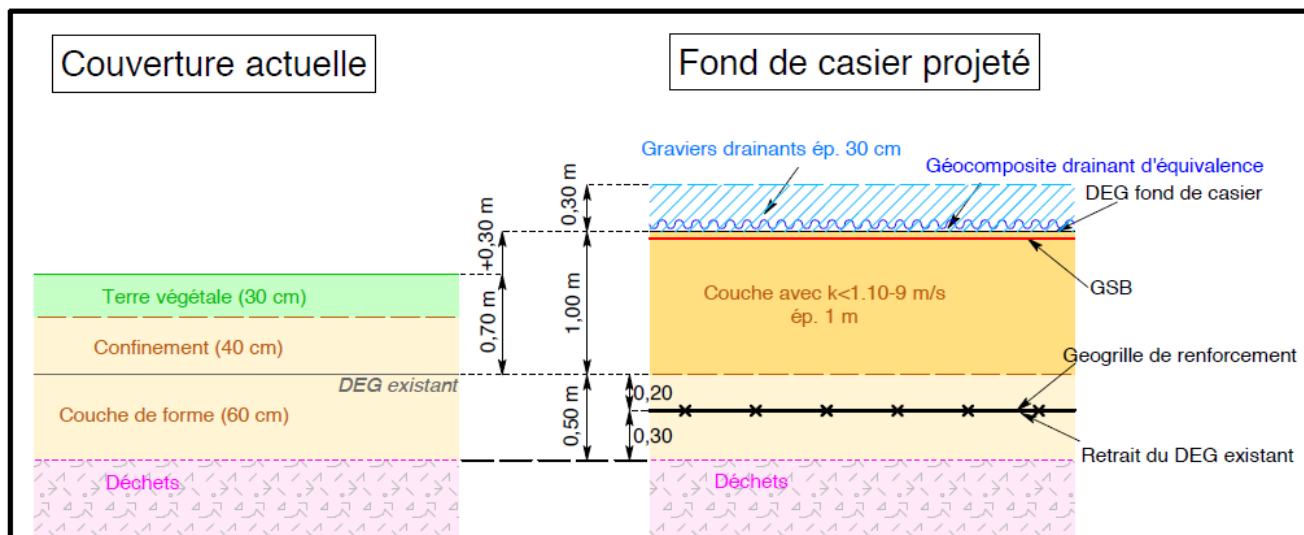
Les casiers de la partie B [futurs casiers 8 à 14] ne possèdent pas d'étanchéité sur les flancs. Les casiers en réhausse suivront les indications du guide technique spécifique de réhausse du Ministère, et comportera ainsi des aménagements complémentaires de barrière de sécurité passive (géogrille de renforcement, argile à  $1.10^{-9}$  m/s, géosynthétique bentonitique). Une nouvelle couche d'étanchéité active (géomembrane) sera créée.



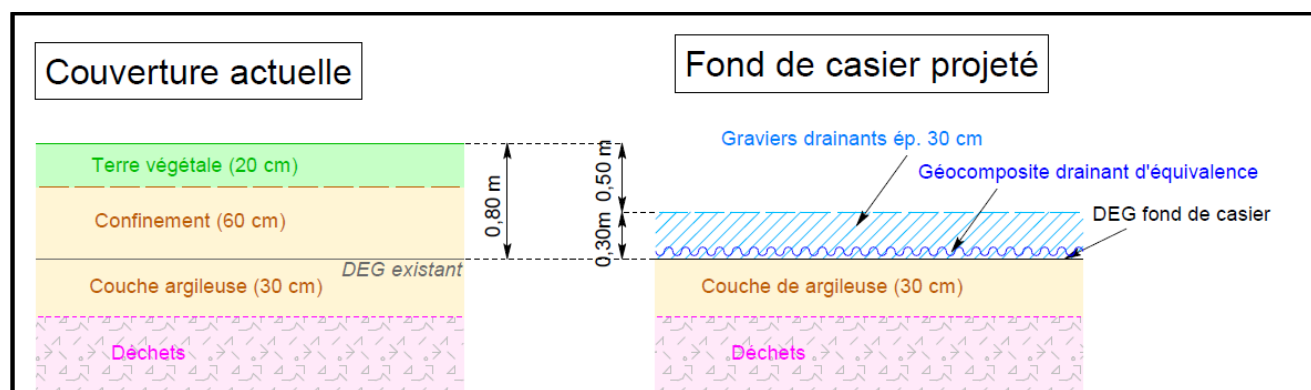
Plan des casiers de réhausse

Les couvertures finales des casiers existants seront partiellement enlevées, sans découverte des déchets avec les opérations suivantes :

- décapage d'une partie de la couverture terrigène des anciens grands casiers 1 et 2 ;
- retrait de la DEG (géomembrane) de la couverture ;
- mise en œuvre de la géogrille de renforcement (20 cm de matériaux terrigène de recouvrement) selon les indications du rapport géotechnique d'Ecogéos.



La largeur de recouvrement entre les lés de GSB en fond de casier sera de 0,4 m pour le projet, selon les recommandations du guide rehausse de mars 2020 (au lieu de 0,2 m).



Dispositions constructives des fonds de casiers de réhausse de la partie A

L'argile pour la constitution de la couche à  $1.10^{-9}$  m/s proviendra de la carrière de La Maison Neuve sur la commune de Boissière du Doré (44). Ces argiles atteignent traditionnellement une perméabilité de  $1.10^{-11}$  m/s.

Ensuite, le fond des nouveaux casiers (toit des anciens) seront aménagés du bas vers le haut comme suit :

- pose d'une géomembrane servant de sécurité active. De plus, la géomembrane sur les flancs sera ancrée dans une tranchée d'ancrage sur les risbermes du site et à minima en tête de talus sur toute la périphérie du site ;
- pose d'un géotextile de protection de la géomembrane ;
- couche drainante des lixiviats d'une perméabilité supérieure à  $1.10^{-4}$  m/s ;
- réseau de drainage à l'intérieur de la couche drainante.

Les autres mesures de prévention liées à la réhausse sont résumées comme ceci :

Une étude géotechnique (ECOGEOS d'octobre 2020) analyse la stabilité du massif de déchets avec la réhausse, avec pour objectif de garantir la pérennité des ouvrages et du drainage des effluents liquides



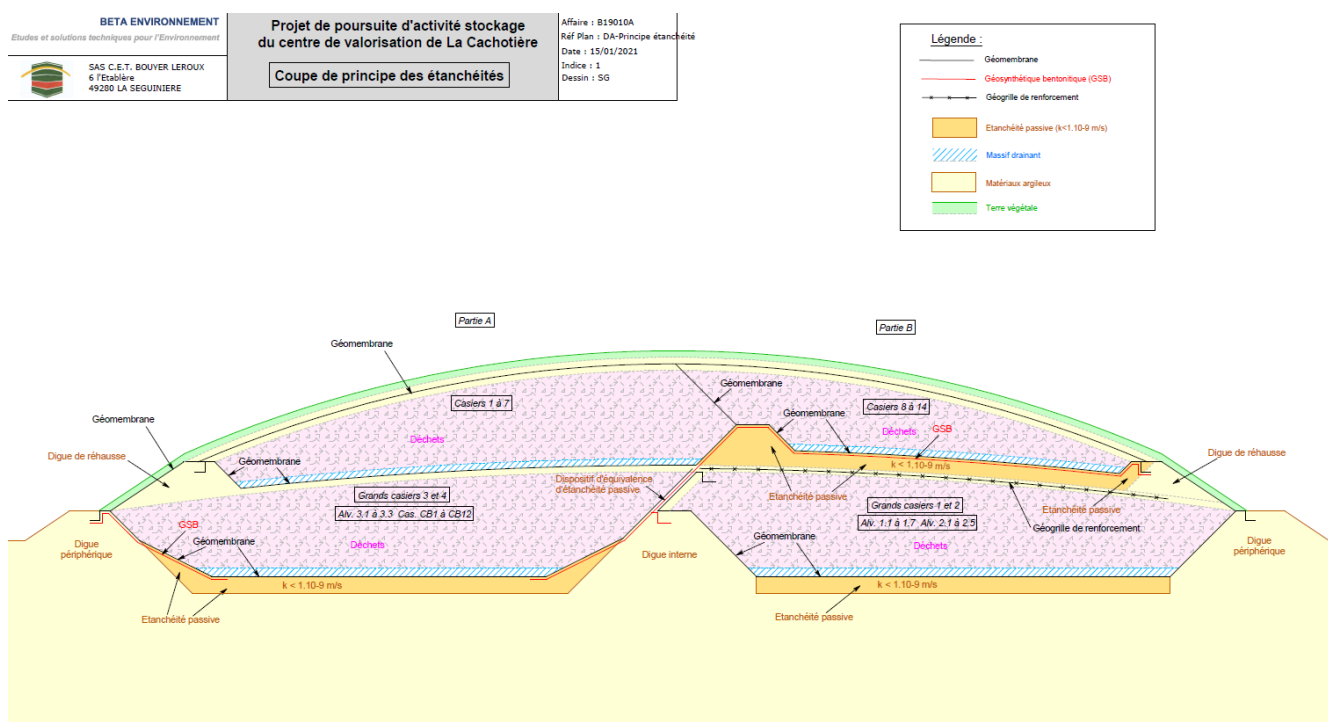
et gazeux au cours du temps. Cette étude analyse aussi la stabilité des digues et talus nécessaire à l'exploitation.

Les puits de contrôle des lixiviats des anciens casiers seront réhaussés à l'avancement. L'interface sera équipée d'un tube manchon coulissant soudé à la géomembrane en fond des casiers de réhausse. Ces puits serviront également à la collecte des biogaz.



Une étude prévisionnelle de tassement du massif (ECOGEOS d'octobre 2020) a été réalisée pour vérifier le maintien de la capacité de collecte et d'évacuation des lixiviats.

Au final, la coupe de l'installation de stockage avec la schématique de la réhausse est la suivante :



## 5.2 Configuration de la barrière de sécurité active

L'arrêté ministériel du 15 février 2016 prévoit, par son article 9, la mise en œuvre d'une barrière de sécurité active sur les flancs et le fond des casiers. Elle assure l'étanchéité et contribue au drainage et à la collecte des lixiviats.

La couche de drainage est décrite au deuxième alinéa, comme suit :

« En fond de casier, le dispositif est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à  $1.10^{-4} \text{ m.s}^{-1}$ . Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme ».




« Si sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral ».

L'Arrêté Ministériel autorise la mise en œuvre d'un dispositif équivalent à la couche drainante sous réserve de montrer que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour l'Environnement.

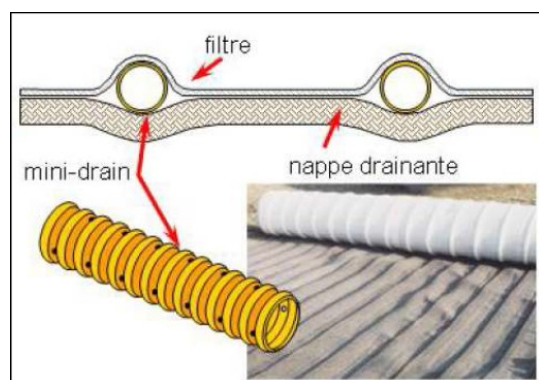
L'exploitant demande un aménagement sur l'épaisseur de la couche drainante. L'article 9.II de l'arrêté ministériel prévoit une épaisseur minimale de 50 cm, mais prévoit également une adaptation en fonction d'une évaluation des risques.

Sur la base d'une étude d'équivalence de drainage des lixiviats jointe au dossier (rapport Burgeap de septembre 2020 et juillet 2021), la proposition faite consiste par une couche de 30 cm de matériaux drainant similaire, mais avec l'incorporation d'un géocomposite de drainage recouvert par 30 cm de matériaux drainants.

Cette étude porte sur la partie A du projet de réhausse (BSP des casiers conformes en fond et en flanc), et sur la partie B du projet de réhausse (absence d'étanchéité sur les flancs) La note d'équivalence sur les casiers non conformes fait la démonstration de l'absence de risque pour les sols, les eaux souterraines, les eaux de surface et l'air ambiant dans le cas de la réhausse sur des casiers conformes et les casiers non conformes. Le pétitionnaire s'engage à suivre les recommandations du guide BRGM « Recommandations pour la conception des extensions d'ISDND en appui des casiers anciens » de mars 2020.

Structure de drainage standard (AM du 15/02/16)		Structure de drainage équivalente proposée	
	0,5 m de matériaux drainants de perméabilité $\geq 1.10^{-4}$ m/s		0,3 m de matériaux drainants de perméabilité $\geq 1.10^{-4}$ m/s
			Géocomposite de drainage (GCD)

Structure de drainage des lixiviats équivalente proposée



Géocomposite de drainage

### 5.3 Gestion des lixiviats

Le volume maximum de lixiviats bruts attendu est de 5 881 m<sup>3</sup>/an (cumul des sites de La Brunière et de La Cachotière). La station de traitement de lixiviats existante dispose d'une capacité de 15 000 m<sup>3</sup>/an de lixiviats.

Les équipements en place sur le site permettent d'assurer le stockage et le traitement des lixiviats. Les eaux traitées sont ensuite rejetées dans le milieu naturel ou utilisées en arrosage sur les couvertures finales des anciens casiers de juillet à septembre.

En 2020, 18 404 m<sup>3</sup> de lixiviats ont été rejetés au milieu naturel. De plus, 426 m<sup>3</sup> de lixiviats traités ont servi à arroser une partie du couvert végétale de La Séguinière.

L'exploitation en mode bioréacteur nécessite la recirculation des lixiviats traités afin d'humidifier le massif de déchets pour favoriser la biodégradation des déchets. Ainsi, 1 760 m<sup>3</sup> de lixiviats pré-traités ont été réinjectés en juin à août 2020.

#### Collecte des lixiviats du niveau inférieure

La collecte des lixiviats des casiers du niveau inférieur sera conservée. Pour rester accessibles, les puits lixiviats existants seront rehaussés jusqu'à la couverture finale de la rehausse. Ils seront isolés du massif de déchets supérieurs.

#### Collecte des lixiviats du niveau supérieur

La collecte des lixiviats des casiers de la réhausse s'effectuera de façon gravitaire en fond de casier de manière classique (pente voisine de 5 %) via des drains en PeHD situés dans la couche drainante au-dessus de la géomembrane et du géocomposite de drainage. Les lixiviats seront ainsi dirigés vers les puits de contrôle de chaque casier, puis évacués par des collecteurs étanches au travers de la digue périphérique de réhausse.

Le site de La Cachotière se situe au niveau d'un interfluve, c'est-à-dire à la ligne de partage des eaux entre deux bassins versants : le bassin versant de l'Èvre au nord et celui de la Moine au sud. Le bassin versant de la Moine n'est concerné que par des rejets d'eaux pluviales du site (rejet dans le Laveau).

Les rejets de lixiviats traités, ainsi que les eaux pluviales du versant nord, s'effectuent vers le ruisseau de la Balendière qui se jette dans le ruisseau de Passe Gain, affluent de **l'Avresne**. L'Avresne rejoint l'Èvre près de Beaupréau.

Les lixiviats produits sur le site sont traités par une station de traitement in situ BIOMEMBRAT composé de réacteurs biologiques couplés à de la filtration membranaire (ultrafiltration et nanofiltration). La capacité de la station de traitement est de 15 000 m<sup>3</sup> par an. Les 4 bassins de stockage de lixiviats ont une capacité de 5 000 m<sup>3</sup>. Les bassins de stockage sont étanches par géomembrane et sont implantés à plus de 20 mètres de la limite de propriété.

Le calcul du bilan hydrique prévisionnel indique que la quantité maximale de lixiviats à traiter sera de 5 881 m<sup>3</sup> par an en exploitation, et 3 340 m<sup>3</sup> par an en post-exploitation.

Suite à une étude d'impact sur les rejets de lixiviats traités réalisée par Burgeap en 2020, l'exploitant a identifié que ses rejets en été pouvaient avoir un léger impact sur la qualité du milieu récepteur sur les paramètres DCO, COT et phosphore. Le pétitionnaire propose de baisser les valeurs seuil de qualité sur ces paramètres.

Par ailleurs, pour tenir compte de cette étude d'impact, l'exploitant a modifié ses rejets vers le milieu naturel à 1 m<sup>3</sup>/h de juillet à septembre et 3 m<sup>3</sup>/h le reste de l'année. Pour cela, l'exploitant a mis en place une solution en les réutilisant en partie pour arrosage du couvert végétal sur les casiers réaménagés (500 m<sup>3</sup>/an au maximum sur 6,5 ha des casiers réaménagés de La Brunière).



## 5.4 Gestion des eaux de ruissellement

Des fossés seront créés pour collecter les eaux de ruissellement des nouveaux casiers de la rehausse. Ces eaux seront dirigées vers les bassins des eaux pluviales étanches existants. Les fossés existants seront maintenus.

Le projet nécessite l'agrandissement des trois bassins d'eaux pluviales pour répondre aux études techniques de dimensionnement du projet. Les bassins permettront la décantation des particules en suspension (fines d'argiles notamment) et le contrôle de la qualité des eaux avant leur rejet au milieu naturel (le ruisseau de Laveau pour la partie sud du site et le ruisseau de La Balandière pour la partie nord). Ils feront office également de bassins d'orage et de réserve incendie.

Après dimensionnement, les trois BEP seront agrandis dans le cadre du projet :

- la capacité de rétention du BEP 1 sera agrandie de 300 m<sup>3</sup> et sera donc étendue à 1 850 m<sup>3</sup> ;
- la capacité de rétention du BEP 3 sera agrandie de 610 m<sup>3</sup> et sera donc étendue à 1 520 m<sup>3</sup> ;
- la capacité de rétention du BEP 4 sera agrandie de 1 270 m<sup>3</sup> et sera donc étendue à 2 970 m<sup>3</sup>.

Les eaux météoriques qui ruisselleront sur le réaménagement final de la rehausse seront recueillies par un réseau de fossés secondaires et des descentes d'eau pour faciliter le ruissellement et éviter l'érosion de la couverture. Les fossés seront situés en pied de la digue de rehausse.

## 5.5 Gestion du biogaz

Gestion du biogaz des casiers inférieurs (casiers existants) :

- tranchées de dégazage à l'avancement ;
- puits de dégazage verticaux ;
- tranchées de dégazage finales (en partie haute).

Pour permettre la poursuite du dégazage du massif, les ouvrages existants (tranchées et puits) seront raccordés entre eux par des tranchées drainantes. L'ensemble sera raccordé à un puits de collecte général vertical par casier pour atteindre la couverture finale via des rallonges en tuyau plein PEHD. Ce puits de collecte général sera placé en partie haute du massif de déchets pour favoriser l'évacuation du biogaz.

Gestion du biogaz des casiers en rehausse :

Le captage du biogaz des casiers en rehausse sera donc réalisé avec un dispositif de tranchées drainantes mixtes. La tranchée drainante mixte horizontale est un système de captage du biogaz à l'avancement et de réinjection des lixiviats. Il s'agit d'un drain en PEHD fenté au 3/3 de dégazage à l'avancement, mis en place horizontalement au sein du massif de déchets pendant l'exploitation de chaque subdivision de casier.

Le dégazage des casiers en rehausse sera complété par des puits verticaux PEHD forés et équipés à l'intérieur du massif de déchets, une fois que la côte finale ou la subdivision de casier sera atteinte.

Les puits forés seront connectés au réseau aérien de collecte du biogaz *via* une antenne collectrice.

L'antenne collectrice dirigera le biogaz vers l'unité de valorisation existante (filtration par charbon actif et mise en pression) suffisamment dimensionnée pour le projet. Il sera ensuite envoyé vers la briqueterie. En cas d'indisponibilité de la briqueterie, la torchère existante déjà adaptée au besoin du projet brûlera le biogaz.

## 5.6 Valorisation du biogaz

Les installations de biogaz ont une capacité de 1 000 Nm<sup>3</sup>/h. La teneur moyenne en CH<sub>4</sub> est de 41 %.

Les pronostics de production de biogaz sont les suivants (sur la base d'un pronostic établi par Véolia RVD Centre Ouest en juillet 2020) :

- au 31/12/2023 : 670 Nm<sup>3</sup>/h ;
- en 2040 sans la réalisation du projet d'extension : 70 Nm<sup>3</sup>/h ;
- en 2040 avec la réalisation du projet d'extension : 380 Nm<sup>3</sup>/h.

Cette dernière projection permettra de maintenir une production d'énergie pour la briqueterie.

Le biogaz brut est séché, et un système d'épuration par charbon actif permet l'abattement de l'H<sub>2</sub>S.

Une torchère permet de traiter le pic de production maximal de biogaz pendant les phases d'arrêt de l'unité de valorisation du biogaz (phase de maintenance et indisponibilité de la briqueterie). La torchère dispose d'une capacité de combustion de 1 000 Nm<sup>3</sup>/h à 50 % de méthane.

## 5.7 Aménagement de la couverture finale

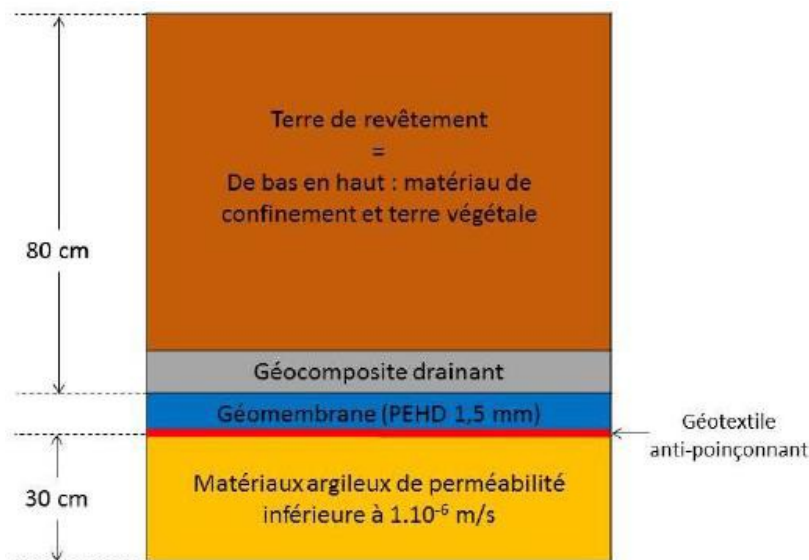
La couverture finale sera réalisée au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation, sur les casiers comblés ayant atteint la cote maximale définie par le profil de réaménagement final.

Pour les casiers de la rehausse, la couverture sera réalisée conformément à la notice d'équivalence pour la mise en conformité de la couverture concernant l'ISDND de La Cachotière, établie par GINGER BURGEAP en octobre 2016 (rapport RDMCLB01158-03 du 13 octobre 2016 validé par le Préfet le 16 novembre 2016). Cette étude conclut sur la coupe de couverture à mettre en place sur les casiers exploités en mode bioréacteur. Sa composition, extraite de la note d'équivalence de GINGER BURGEAP, est présentée sur la figure suivante.

La couverture finale proposée suivra donc la succession des couches suivantes du bas vers le haut :

- une couche d'étanchéité composée d'une épaisseur minimale de 30 cm de perméabilité inférieure à 1.10<sup>-6</sup> m/s ;
- un DEG composé de :
  - un géotextile anti-poinçonnant ;
  - une géomembrane PEHD de 1,5 mm d'épaisseur ;
  - un géocomposite drainant ;
- une couche de revêtement en argiles et en terre végétale d'une épaisseur minimale de 80 cm.

Soit une épaisseur totale de 1,10 mètre.



*Schéma de principe de composition de la couverture finale sur l'ISDND*

Cette étude montre notamment que l'atteinte des objectifs de perméabilité de la couche d'étanchéité de 50 cm (perméabilité inférieure à  $5.10^{-9}$  m/s) est assurée par la mise en œuvre d'une couche de matériaux argileux sur 30 cm d'épaisseur de perméabilité  $1.10^{-6}$  m/s, d'un DEG constitué d'un géotextile anti-poinçonnant, d'une géomembrane PEHD 1,5 mm et d'un géocomposite drainant (débit dans le plan =  $3.10^{-5}$  m/s sous 20 kPa).

### 5.8 La remise en état des casiers

Après cessation de l'activité sur le site, seuls demeureront les bâtiments et les aménagements extérieurs. Les objectifs paysagers suivants ont été retenus pour définir le profil final du site :

- optimisation du profil topographique ;
- mise en place de digues enherbées ;
- limitation de la surface des casiers en exploitation ;
- gestion des fronts de déchets optimisée ;
- mise en place d'une couverture finale végétale.

La remise en état des casiers respectera les dispositions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. Les terrains retrouveront à minima leur état de terrains naturels, avec le développement d'une végétation herbacée et/ou arbustive de type prairies. L'usage futur sera donc compatible avec la présence de déchets et les contraintes environnementales existantes sur l'installation de La Cachotière.

### 5.9 Prévention des nuisances

Les impacts liés à la poursuite d'exploitation du site sur le trafic seront globalement les mêmes qu'actuellement (arrêt de l'enfouissement de l'amiante au-delà du 01/01/2024, abaissement progressif du tonnage de déchets, diminution de l'apport de gravier grâce au dispositif d'équivalence de la couche drainante des casiers de réhausse, baisse de la quantité de lixiviat à traiter). Le nombre de camions quotidiens passera de 20 à 16 sur les 17 années d'exploitation.

En matière de bruit, de nouvelles mesures de bruit ont été réalisées en février 2020, montrant la conformité du fonctionnement des installations actuelles. Une simulation des émissions sonores futures

a également été réalisée, montrant en tous points la conformité aux valeurs réglementaires en périodes diurne et nocturne.

## 5.10 IEM et ERS

Des campagnes de mesures ont permis de montrer que les niveaux traceurs en poussières sont représentatifs d'un niveau de qualité d'air en milieu rural. L'étude IEM conclut à la compatibilité des milieux pour les substances recherchées.

L'ERS conclut à l'absence de risque inacceptable pour les riverains sur la base des hypothèses d'émission, de transfert et d'exposition majorantes.

## 5.11 Biodiversité

Le CPIE Loire Anjou conclut dans son rapport de juillet 2020 que le projet n'aura pas d'impact sur les populations locales d'espèces protégées (Chardonneret élégant et Rainette verte). Seuls les travaux pour l'agrandissement du BEP 3 devront être entrepris en dehors des périodes de reproduction des oiseaux et des amphibiens (période estivale voire au début de l'automne).

Le pétitionnaire propose de mettre en place les mesures d'évitement et de réduction suivantes en phase initiale :

Mesure	Intitulé	Impact évité/réduit	Espèce(s) concernée(s)
<b>Mesures d'évitement</b>			
ME01	Réalisation des travaux en période favorable sur les surfaces enherbées et les haies	Destruction d'habitat de reproduction d'espèce protégée Procéder au décapage des surfaces prairiales de septembre à mars uniquement Supprimer les ligneux de septembre à février uniquement	Toutes espèces d'oiseaux (en particulier Alouette des champs et Chardonneret élégant)
ME02	Réalisation des travaux en période favorable pour les travaux d'agrandissement des bassins	Destruction d'espèces protégées Réaliser les travaux d'agrandissement des bassins en période d'assec estival ou plus largement de juillet à février	Toutes espèces d'amphibiens (en particulier Rainette arboricole)
<b>Mesure de réduction</b>			
MR01	Préservation d'une partie de l'ancien bassin d'extraction d'argile	Destruction d'habitats patrimoniaux et d'espèces protégées Privilégier les travaux à la fin de la période estivale, voire le début de l'automne	Herbiers à <i>Chara globularis</i> , <i>Hyla arborea</i> , libellules

Les 2 zones humides suivantes sont identifiées sur le site :

- une mare de 0,27 ha au nord de l'installation de stockage de La Cachotière ;
- une mare de 0,70 ha au sud-est de l'ancien site de stockage de La Brunière.

L'exploitant s'engage à réaliser un suivi faune/flore et à proposer des actions pour maintenir et favoriser la biodiversité.

## **5.12 Impact paysager**

Ouest AM conclut dans son rapport de juin 2020 que bien que les perceptions du site de stockage seront renforcées par une rehausse altimétrique, l'optimisation du modelé (pentes douces) et la gestion rigoureuse du phasage d'exploitation et de réaménagement contribueront à un projet aux impacts modérés pour les riverains pour qui l'exploitation de l'ISDND fait déjà partie du paysage quotidien. Le projet de rehausse s'intégrera dans son contexte paysager de plateau bocager ondulé, car il confortera les effets de vallonnements naturels existants autour du site.

## **5.13 Étude hydrogéologique**

L'ISDND est concernée par le bassin versant de l'Èvre au nord et celui de la Moine au sud.

Au nord du site, la masse d'eau souterraine associée n°FRGG023 : Romme et Evre. Cette masse d'eau de socle a une surface de 1 157 km<sup>2</sup> et est d'écoulement libre.

Au sud du site, la masse d'eau souterraine associée n°FRGG027 : Sèvre Nantaise. Cette masse d'eau de socle a une surface de 2 356 km<sup>2</sup> et est d'écoulement libre.

Géoscop conclut dans son rapport d'octobre 2020 que la sensibilité hydrogéologique au droit du secteur d'étude est faible.

## **5.14 Rapport de base**

L'installation étant visée par la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, elle doit disposer d'un « rapport de base » décrivant l'état des sols et des eaux souterraines. Ce document, fourni dans le dossier de demande d'autorisation, a été élaboré selon le guide méthodologique dans sa version 2.2 d'octobre 2014 de la direction générale de la prévention des risques du ministère en charge de l'environnement.

Le rapport de base identifie les substances dangereuses utilisées, produites ou rejetées dans l'installation.

L'emprise du site n'appartient à aucun périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable.

L'analyse effectuée montre que les substances identifiées sur le site actuel et projeté, ne peuvent être considérées comme « pertinentes », ou qu'au regard des quantités en jeu, des modalités de stockage et des mesures de protection en place, elles ne sont pas susceptibles de présenter un risque de contamination du sol et des eaux souterraines.

Les résultats d'analyses sur les sols n'ont pas mis en évidence de pollutions des sols. Les conclusions se fondent sur les analyses de sol à partir de 3 sondages réalisés en décembre 2020 dans les zones de source potentielle de pollution.

Comme le conclut la synthèse des résultats d'analyses sur les eaux souterraines, le pétitionnaire constate globalement une homogénéité des paramètres, sans tendance d'évolution nette, montrant l'absence d'impact du site en aval sur la qualité des eaux souterraines.

L'auto-surveillance proposée pendant la période d'exploitation de l'ISDND en rehausse projetée sur le site de La Cachotière est la même que celle établie sur le site actuel.

## **5.15 Meilleures techniques disponibles**

La demande est classée sous la rubrique 3540 correspondant à une installation relevant de la directive n°2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

L'exploitant indique que cette rubrique 3540 ne dispose d'aucune conclusion sur les meilleures techniques disponibles, mais il a tout de même décrit des mesures d'amélioration s'appuyant sur le « BREF WT » (traitement de déchets) dont les conclusions ont été publiées le 10/08/2018. L'étude d'impact recense donc 24 mesures d'amélioration résumées comme suit :

<b>MTD 1</b> : Mise en place d'un système de management environnemental	Le site a mis en place un système de management environnemental (SME) reposant sur le référentiel ISO 14 001 pour la protection de l'environnement depuis 2005.
<b>MTD 2</b> : Appliquer des techniques afin d'améliorer les performances environnementales	Le dossier précise les mesures de gestion des déchets prévues par l'arrêté ministériel.
<b>MTD 3</b> : Etablir et tenir à jour un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air	Le biogaz est capté et valorisé avec un suivi (alimentation des fours de la briqueterie de Bouyer Leroux). Les lixiviats sont captés et traités sur le site avec un suivi.
<b>MTD 4</b> : Appliquer des techniques afin de réduire le risque environnemental associé au stockage des déchets	Le stockage des déchets non dangereux au sein des casiers respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 en matière de confinement des déchets. Il n'est pas situé sur une zone sensible.
<b>MTD 5</b> : Etablir et mettre en œuvre des procédures de manutention et de transfert afin de réduire le risque environnemental associé à la manutention et au transfert des déchets	Le personnel est formé aux opérations de manutention et de transfert des déchets, et le site dispose de mesures d'urgences dans le SME.
<b>MTD 6</b> : Surveiller les principaux paramètres de procédé pour les émissions dans l'eau	Les effluents aqueux font l'objet d'un programme de contrôle et d'auto-surveillance qui précise les paramètres à contrôler, les points de contrôle ainsi que la fréquence, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur et à l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
<b>MTD 7</b> : Fréquence minimale de surveillance pour les rejets dans l'eau	
<b>MTD 8</b> : Fréquence minimale de surveillance pour les émissions canalisées dans l'air	Les effluents gazeux font l'objet d'un programme de contrôles et d'auto-surveillance qui précise les paramètres à contrôler, les points de contrôle ainsi que la fréquence conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
<b>MTD 9</b> : Surveiller des émissions atmosphériques diffuses de composés organiques qui résultent de la régénération des solvants usés, de la décontamination des équipements contenant des POP au moyen de solvants et du traitement physico-chimique des solvants en vue d'en exploiter la valeur calorifique	Le site de La Cachotière ne pratique pas de régénération des solvants usés.
<b>MTD 10</b> : Surveiller des odeurs	La surveillance des odeurs se fait au quotidien par le personnel d'exploitation, très vigilant sur ce sujet, par le biais de rondes, de l'écoute des remarques externes et l'appréciation du fonctionnement des équipements. Des mesures préventives et curatives sont prises fréquemment pour limiter les sources d'odeurs.
<b>MTD 11</b> : Surveiller la consommation annuelle d'eau, d'énergie et de matières premières, ainsi que la production annuelle de résidus et d'eaux usées, à une fréquence d'au moins une fois par an	La SAS CET Bouyer Leroux réalise un suivi annuel de ses consommations d'eau, d'électricité, de carburant et de matériaux nécessaires à la construction des casiers. Un bilan des charbons actifs utilisés et des effluents produits est également effectué.
<b>MTD 12</b> : Etablir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du SME, un plan de gestion des odeurs afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs	Les actions mises en place pour la gestion des odeurs sont précisées dans l'analyse environnementale du SME. Les remarques des riverains faisant part de leur gêne olfactive sont enregistrées dans un fichier de suivi. Après chaque remarque, des actions spécifiques sont menées afin de remédier à la situation.

<b>MTD 13 :</b> Appliquer des techniques afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs	Dans le cadre de la prévention et la réduction des odeurs, des mesures d'évitement et de réduction des nuisances olfactives sont mises en place, telles que le dégazage à l'avancement, couverture étanche, limitation de la surface en exploitation, etc...
<b>MTD 14 :</b> Appliquer une combinaison appropriée de techniques afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières, de composés organiques et d'odeurs	Dans le cadre de la prévention et la réduction des odeurs, des mesures d'évitement et de réduction des nuisances olfactives sont mises en place telles que notamment à contrôler en amont les déchets via la Fiche d'Information Préalable à l'Admission (FIPA), à limiter la surface en exploitation, à couvrir les fronts de déchets et à arroser les pistes avec de l'eau pluviale lors des travaux.
<b>MTD 15 :</b> Appliquer les deux techniques afin de ne recourir au torchage que pour des raisons de sécurité ou pour des situations opérationnelles non routinières	La Cachotière est doté d'un réseau de captage de biogaz et d'une plateforme de valorisation du biogaz destinée à préparer le biogaz de sorte qu'il soit utilisable dans les fours de la briqueterie. Le torchage n'est utilisé qu'en cas d'indisponibilité de l'unité de traitement (maintenance, panne). Celle-ci est suffisamment dimensionnée pour répondre aux besoins du site dans sa situation actuelle ainsi que dans le cadre du projet de poursuite d'activité.
<b>MTD 16 :</b> Appliquer les deux techniques afin de réduire les émissions atmosphériques provenant des torchères, lorsque la mise à la torche est inévitable	SAS CET Bouyer Leroux met en œuvre un contrôle mensuel et un suivi des dispositifs de captage et de traitement du biogaz, ainsi qu'une visite régulière de maintenance préventive de la torchère. Un contrôle annuel des rejets atmosphériques est réalisé pour vérifier le respect des seuils de rejet conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur et à l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
<b>MTD 17 :</b> Etablir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du SME, un plan de gestion du bruit et des vibrations afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire le bruit et les vibrations	Dans le cadre de la surveillance du bruit, l'exploitant procède à des campagnes de mesures des niveaux sonores pour vérifier sa conformité avec son arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur. Les vibrations n'ont à ce jour pas été identifiées comme problématique
<b>MTD 18 :</b> Appliquer les techniques afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire le bruit et les vibrations	
<b>MTD 19 :</b> Appliquer les techniques afin d'optimiser la consommation d'eau, de réduire le volume d'eaux usées produit et d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets dans le sol et les eaux	L'e site dispose d'une gestion séparative des eaux sur le site en fonction de leur nature, ainsi que la collecte des eaux de ruissellement et des lixiviats, et le stockage en bassins étanches et dimensionnés à cet effet. Les deux cuves d'appoint contenant le GNR et le fuel sont protégées des intempéries et munies de rétention égale à 100 % de la capacité de chaque cuve. La zone de poursuite d'exploitation de l'ISDND (en rehausse) bénéficiera des barrières de sécurité passive et actives de l'ISDND actuelle et sera pourvue d'une barrière de sécurité passive complémentaire au droit des grands casiers 1 et 2 ainsi que d'une barrière de sécurité active sur l'ensemble des casiers évitant toute infiltration de lixiviats dans le sol.
<b>MTD 20 :</b> Traiter les eaux usées par une combinaison appropriée de techniques afin de réduire les rejets dans l'eau	Les eaux sanitaires des locaux sociaux du site sont en assainissement autonome dimensionnée selon les règles de l'art (fosses toutes eaux suivies de filtres à sable verticaux drainés étanchés). Les lixiviats produits sur le site sont traités par une station de traitement in situ BIOMEMBRAT composé de réacteurs biologiques couplés à de la filtration membranaire (ultrafiltration et nanofiltration).

<b>MTD 21</b> : Appliquer la totalité des techniques indiquées ci-après, dans le cadre du plan de gestion des accidents afin d'éviter ou de limiter les conséquences environnementales des accidents et incidents	Dans le cadre de l'analyse environnementale (exigence de l'ISO 14 001), les accidents possibles ont été identifiés pour chaque zone du site ainsi que l'estimation de leur impact et de leur fréquence. Les mesures préventives et curatives correspondantes sont également décrites. Périodiquement, des tests de situations d'urgence sont organisés afin d'évaluer l'efficacité des moyens et consignes existantes (test incendie, test en cas de déversement de polluant ...).
<b>MTD 22</b> : Utilisation de déchets au lieu d'autres matières pour le traitement des déchets	Le charbon actif utilisé pour le traitement du biogaz et des lixiviats est partiellement régénéré (procédé interne du fournisseur).
<b>MTD 23</b> : Appliquer les deux techniques afin d'utiliser efficacement l'énergie	Dans le cadre du SME et de sa démarche d'amélioration continue, la société SAS CET Bouyer Leroux mène une réflexion systématique pour acheter un équipement moins énergivore si possible lors du renouvellement d'un équipement. Elle suit ses consommations énergétiques de façon à surveiller tout dysfonctionnement qui peut survenir sur le site.
<b>MTD 24</b> : Développer au maximum la réutilisation des emballages dans le cadre du plan de gestion des déchets afin de réduire la quantité de déchets à éliminer	Le site de La Cachotière procède à la réutilisation des emballages dans la mesure du possible. Dans le cas contraire, les emballages sont évacués vers les filières appropriées de valorisation et/ou d'élimination.

## 5.16 Les garanties financières

Le projet est soumis à l'obligation de garanties financières, ce qui est d'ailleurs le cas pour l'exploitation actuelle. Les montants seront révisés si la poursuite de l'exploitation est accordée.

Le projet présenté modifie les données de calcul des garanties financières dont les modalités sont définies dans les circulaires ministérielles du 28 mai 1196 et du 23 avril 1999. Les nouveaux montants dans le tableau ci-après sont calculés en tenant compte des éléments suivants :

- prolongation de la durée d'exploitation ;
- réaménagement du casier d'amiante lié.

Période		Réaménagement (€ H.T.)	Suivi du site (€ H.T.)	Intervention en cas d'accident (€ H.T.)	TOTAL (€ H.T.)	TOTAL (€ T.T.C.) TVA 20 %
Exploitation	1 (3 ans)	788 662	1 066 308	97 747	1 952 716	2 343 259
	2 (3 ans)	702 447	1 085 349	97 747	1 885 542	2 262 651
	3 (3 ans)	587 985	1 116 886	97 747	1 802 617	2 163 141
	4 (3 ans)	479 952	1 134 340	97 747	1 712 039	2 054 447
	5 (3 ans)	470 689	1 157 943	97 747	1 726 378	2 071 654
	6 (3 ans)	398 601	1 164 158	97 747	1 660 505	1 992 606
Post-exploitation	1 (5 ans)	0	873 118	97 747	970 865	1 165 038
	2 (5 ans)	0	654 839	97 747	752 585	903 102
	3 (5 ans)	0	654 839	78 197	733 036	879 643
	4 (5 ans)	0	648 290	78 197	726 488	871 785
	5 (5 ans)	0	616 518	58 648	675 166	810 199
	6 (5 ans)	0	586 302	58 648	644 950	773 940



## **6 Prévention des risques accidentels**

### **6.1 Description des installations et caractérisation de l'environnement**

Selon les informations du dossier, les principales installations à l'origine de risques accidentels sont :

- un incendie au niveau d'une subdivision de casiers de stockage de déchets en raison de la présence de points chauds ou de la présence de méthane ;
- un glissement du massif de déchets lié à une instabilité géotechnique des aménagements.

### **6.2 Identification, caractérisation et réduction des potentiels de dangers**

Les scénarios suivants ont été étudiés en détails :

- incendie au niveau d'une subdivision de casier en cours d'exploitation (décliné en 3 scénarios de modélisation incendie - certaines zones présentent un risque particulier au regard de leur proximité aux limites de site, aux axes routiers, aux installations de traitement du biogaz ou bien encore au boisement limitrophe au site) ;
- instabilité du massif de déchets.

Au niveau des casiers de stockage de déchets, le risque d'incendie est inhérent à l'activité qui consiste à stocker des déchets partiellement constitués de matières combustibles. Ce risque reste cependant faible du fait que les déchets dangereux, potentiellement inflammables, ne sont pas admis et que leur absence est contrôlée lors de la phase de réception à l'entrée du site. La surface réduite à 5 000 m<sup>2</sup> maximum par casier réduit l'importance d'un éventuel sinistre, ainsi que la hauteur où il se produirait (environ 5 m de hauteur) :

Les scénarii modélisés montrent l'absence d'effet domino. Aucun dommage humain ou matériel n'est à redouter ni à l'extérieur ni à l'intérieur du site de La Cachotière.

Un glissement du massif de déchets engendrerait le dévalement de plusieurs mètres cube de terres et de déchets en direction des parcelles voisines (parcelles agricoles, boisement), de la piste périphérique à l'est servant d'accès au boisement et de la voie communale n°8 au nord du site.

Néanmoins, les parcelles avoisinantes autour du site sont des terrains non bâtis de type agricole et bois. Au nord, la voie communale n°8 (axe de circulation le plus proche du site) se situe à plus de 120 m de la zone d'exploitation : le risque peut donc être considéré comme nul au vu de la distance d'éloignement. Un droit de passage existe au niveau de la piste périphérique située à l'est du site pour les propriétaires du boisement.

Une mission d'assistance géotechnique a été réalisée par un bureau d'étude spécialisé dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale pour la prolongation d'activité du site de La Cachotière en rehausse au droit du massif de déchets existant, afin de valider la stabilité de la digue périphérique et du massif de déchets.

La société SAS CET Bouyer Leroux veillera à prendre toutes les précautions nécessaires lors des travaux de création des casiers. Les moyens de prévention seront renforcés par :

- le respect du choix des matériaux, de la mise en œuvre et des pentes maximales pour la confection des digues ;
- la pose de la géomembrane par une entreprise certifiée ASQUAL ;
- la mise en place des déchets par couches successives et leur compactage ;
- le contrôle régulier du massif de déchets et de la digue périphérique, notamment par des relevés topographiques annuels.

Le risque d'instabilité du massif sera donc pris en compte dès la conception des casiers jusqu'à leur construction.

### 6.3 Caractérisation des différents phénomènes et accidents, tenant compte des mesures de prévention et de protection

L'exploitant a étudié pour chaque phénomène dangereux retenu, son intensité, sa probabilité, sa cinétique et sa gravité au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Il a hiérarchisé ces phénomènes à l'aide de la matrice gravité-probabilité (dite matrice MMR) définie dans la circulaire du 10 mai 2010.

L'exploitant n'a pas identifié d'effet domino sur son site.

Au final, les accidents majeurs pouvant affecter des personnes à l'extérieur du site, en tenant compte des mesures de maîtrise des risques, sont ainsi positionnés dans la matrice gravité-probabilité :

Gravité des conséquences	Probabilité (tenant compte des mesures de maîtrise des risques)				
	E	D	C	B	A
Désastreux					
Catastrophique					
Important					
Sérieux					
Modéré			D	C	

*Niveaux de probabilité et de gravité : définis par l'arrêté ministériel du 29/09/05*

Il n'y a pas de phénomène en zone de risque inacceptable (zone rouge).

Les scénarios C et D correspondent respectivement à l'incendie au niveau d'une subdivision de casier en cours d'exploitation, et une instabilité du massif de déchets.

### 6.4 Principales mesures de maîtrise des risques et moyens d'intervention

La prévention générale des incendies sur l'ensemble du site est complétée par la surveillance des causes d'incendie :

- en vérifiant de façon systématique les apports de déchets : aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis ;
- en interdisant tout brûlage de déchets ;
- en faisant contrôler périodiquement les engins d'exploitation ;
- en assurant une exploitation rigoureuse qui consiste à travailler sur des zones en exploitation de taille réduite ne dépassent pas 5 000 m<sup>2</sup> afin de minimiser la surface de déchets à l'air libre du casier ;
- en compactant les déchets dès leur réception, ce qui chasse l'oxygène des déchets et limite l'extension d'un incendie naissant ;
- en disposant d'une quantité de matériaux de recouvrement au moins égale à celle utilisée pour 15 jours d'exploitation.

Les moyens d'intervention sur le site sont les suivants :

- d'un stock de terre de 500 m<sup>3</sup>, déplacé au fur et à mesure de l'exploitation, permettant de recouvrir au plus vite un début d'incendie et par conséquent d'asphyxier le foyer par manque d'oxygène ;

- une réserve d'eau disponible en permanence d'un volume de 500 m<sup>3</sup> dans les 3 bassins d'eau pluviale ;
- des extincteurs.

## 7 Avis de l'Autorité environnementale

L'Autorité environnementale n'a pas émis d'avis dans les délais impartis.

## 8 Consultations

### 8.1 Consultations réalisées pendant la phase d'examen

Conformément aux dispositions des articles R.181-18 à R.181-33, les consultations prévues pour la demande d'autorisation environnementale déposée ont été réalisées. Ces consultations, et leurs principales conclusions, sont listées dans le tableau ci-dessous.

Services	Références réglementaires	Synthèse de l'avis émis
ARS	R.181-18	Pas d'avis dans le délai imparti
Collectivités territoriales intéressées	R.181-38	Pas d'avis reçu
DDT – police de l'eau		Courrier du 08/06/2021 : : ce dossier n'appelle pas de remarque de l'unité police de l'eau sur les thématiques milieux aquatiques
DDT – urbanisme et voirie		Courrier du 08/06/2021 : ce dossier n'appelle pas d'observation particulière
DDT - Biodiversité		<p>Courrier du 08/06/2021 : Sous réserve de la prise en compte des éléments sur la biodiversité, le dossier n'appelant pas de remarque majeure ou rédhibitoire vis-à-vis de la tenue de l'enquête publique, la DDT émet un avis favorable sur le contenu et sa recevabilité.</p> <p>Éléments à prendre en considération :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ préserver les herbiers à Characées <i>Chara ssp</i> ;</li> <li>➤ entretenir les haies en périphérie sud et au centre du site de manière moins drastique afin de ne pas diminuer leur largeur et leur intérêt ;</li> <li>➤ conserver impérativement les arbres isolés anciens et taillés pour certains en têtard (parcelles 28 et 29) ;</li> <li>➤ faire une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats en cas de destruction des arbres abritant le grand capricorne ;</li> <li>➤ se conformer à l'arrêté du 27/12/2018 concernant la prévention, la réduction et la limitation des nuisances lumineuses (attention à la position des points d'éclairement pour ne pas perturber la faune nocturne).</li> </ul>

Services	Références réglementaires	Synthèse de l'avis émis
SDIS		Courrier du 07/06/2021 : Avis favorable sous les réserves suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ l'accès et le cheminement des engins de secours à l'intérieur du site doit se faire à partir de la voie publique, par voie carrossable ;</li> <li>➤ le retournement des engins de secours doit se faire sur l'ensemble des voies permettant l'accès aux installations ;</li> <li>➤ rendre le point d'eau accessible, en toutes circonstances, aux véhicules de lutte contre l'incendie ;</li> <li>➤ équiper et former le personnel chargé d'effectuer le recouvrement de terre aux appareils respiratoires isolants.</li> </ul>
Conseil Régional PdL	R.181-38	Pas d'avis reçu
Conseil Départemental 49	R.181-38	Courrier du 08/06/2021 : avis favorable
INAO	R.181-23	Pas d'avis reçu
DRAC	R.181-21	Courrier du 31/05/2021 : Pas de prescription d'archéologie préventive
SAGE Èvre – Thau – St Denis	R.181-22	Courrier du 19/05/2021 : avis favorable

## 8.2 Consultation des conseils municipaux et des collectivités intéressées

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, les consultations des conseils municipaux des communes concernées ont été réalisées.

Avis du conseil municipal de La Séguinière (délibération du 10/01/2022)

Avis favorable

Avis du conseil municipal de Bégrolles-en-Mauges (délibération du 14/02/2022)

Avis favorable

Avis du conseil municipal de Saint-Légers-sous-Cholet (délibération du 07/01/2022)

Avis favorable

Avis du conseil municipal de Sèvremoine

La commune n'a pas souhaité délibérer.

## 9 Enquête publique

Conformément aux dispositions des articles R.181-36 à R.181-38 du code de l'environnement, une enquête publique a eu lieu sur le territoire de la commune de La Séguinière du 05/01/2022 au 04/02/2022.

Selon le commissaire enquêteur (CE), l'organisation matérielle de l'enquête a permis de recevoir le public, les courriers et les e-mails. Le CE considère que l'information du public a été réalisée conformément aux exigences prévues par les textes réglementaires.

Au cours de ses vacations, le CE a reçu la visite de 17 personnes, recueilli 1 observation et 4 courriers.

L'essentiel des contributions a porté sur les préoccupations suivantes :

- les nuisances occasionnées par les corbeaux en provenance du centre de stockage, provoquant des dommages sur les cultures ;
- les nuisances liées aux envols de déchets non maîtrisés et les risques d'ingestion de déchets par les bovins ;
- le manque d'entretien aux abords du site ;
- la pollution accidentelle des eaux souterraines ;
- l'état de conservation de la géomembrane du casier dans lequel s'est déclaré un incendie il y a quelques années ;
- la mise en application des mesures d'évitement.

### **9.1 Mémoire en réponse du pétitionnaire**

Suite au déroulé de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a transmis le 08/02/2022 au pétitionnaire la synthèse des observations et questions par celle-ci, en l'invitant à transmettre ses remarques sous 15 jours.

Concernant les nuisances olfactives, l'exploitant répond que des analyses et des mesures correctives ont été prises.

Concernant l'envol des déchets, l'exploitant explique que des mesures spécifiques continueront à être déployées afin de limiter les impacts d'envols de déchets sur le site. D'autres mesures seront mises en place au moment de l'exploitation de la réhausse : maintien des mesures préventives existantes, adaptation des équipements de réhausse dont la hauteur des filets, réduction de l'activité de déchargement en cas de vents violents.

Concernant la pollution éventuelle des eaux souterraines, leurs qualités sont contrôlées par 5 piézomètres, et ce pendant toute la durée de l'exploitation et post-exploitation, assurant ainsi l'intégrité du dispositif d'étanchéité.

Concernant les envols de corvidés et de mouettes, l'exploitant déclare vouloir mettre en œuvre des mesures compensatoires ou correctives afin de diminuer ces nuisances.

### **9.2 Conclusion du commissaire enquêteur**

Au vu des différents éléments du dossier et des compléments apportés par l'exploitant, le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet d'extension ainsi qu'à la demande de servitude d'utilité publique.

## **10 Propositions de l'inspection des installations classées**

### **10.1 Analyse des questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances**

L'enquête publique n'a pas mis en évidence d'éléments s'opposant à la demande de renouvellement. L'exploitant a d'ailleurs confirmé mettre en œuvre les dispositions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

### 10.1.1 Origine géographique des déchets

L'origine géographique demandée dans le dossier correspond à la zone géographique précédemment autorisée en 2010, avec la prise en compte de l'évolution territoriale des cantons vendéens de 2013.

Le projet est compatible avec le PRPGD ; ce dernier est désormais intégré dans le SRADDET approuvé par arrêté préfectoral du 07/02/2022. Le point 26. Limitation des capacités de stockage et d'élimination des déchets et adaptation des installations du chapitre 5. Déchets et économie circulaire du SRADDET indique : « *Pour se donner de la souplesse, dans l'attente notamment de l'aboutissement des projets de valorisation énergétique régionaux, il est proposé d'examiner au cas par cas toutes les demandes d'installations existantes (extension, prolongation liée à vide de fouille). Ces dossiers devront démontrer combien ils sont indispensables au respect du principe de proximité* ».

Des échanges en amont entre l'exploitant et le Conseil Régional des Pays de la Loire ont conduit l'exploitant à ré-évaluer les capacités de stockage du dossier. Le Conseil Régional a été saisi, mais n'a pas donné d'avis.

Le projet est compatible avec le SRADDET et le PRPGD.

### 10.1.2 Surveillance des rejets de lixiviats

Le contrôle des lixiviats bruts et traités reprend les principes actuels (arrêtés préfectoraux du 11/06/2010 et 10/03/2014).

Pour ce qui concerne la surveillance nationale des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) des activités industrielles, initiée sur le site de La Cachotière en 2009 (Arrêté Préfectoral complémentaire du 7 décembre 2009), la SAS CET Bouyer Leroux a réalisé la surveillance initiale des substances dangereuses dans l'eau issues des rejets industriels du centre de stockage. Un rapport réalisé par un organisme indépendant a été transmis le 12 octobre 2011 à la Dreal.

Il ressort de ce rapport que :

- l'ensemble des substances recherchées présentent en moyenne des concentrations inférieures aux limites de quantification LQ retenues pour l'opération RSDE ;
- après examen des éléments fournis, il s'avère que l'opération de recherche des substances dangereuses a été réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 décembre 2009.

Le courrier de la Dreal en date du 9 mai 2012 conclut qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre la démarche de surveillance pour ces substances dangereuses.

Concernant l'application de l'arrêté ministériel RSDE du 24 août 2017 modifiant l'arrêté ministériel du 15 février 2016, la SAS CET Bouyer Leroux et Veolia ont étudié la nature et l'usage des nouvelles substances listées dans l'article 3 de l'annexe XIX en tant que « Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau » : « Autres substances de l'état chimique » et « Polluants spécifiques de l'état écologiques ». Une proposition de suivi a été faite à la Dreal le 10 juillet 2018, résumée ci-après.

Les substances listées sous la catégorie «Autres substances de l'état chimique» sont les substances introduites par la Directive fille de la Directive Cadre de l'Eau (DCE) en 2013 (Directive 2013/39/UE).

Selon le guide du ministère de la transition écologique et solidaire, il est nécessaire de s'interroger sur l'éventuelle présence de la substance dans les rejets, mais aucune campagne d'analyse ne doit être mise en œuvre de manière systématique pour caractériser les rejets. Ce sont majoritairement des produits phytosanitaires.

Veolia a mesuré en 2018 sur 4 ISDND l'ensemble des substances de l'état chimique, dans des lixiviats bruts. Ces analyses montrent la présence de PFOS et de dioxines dans des concentrations détectables mais très faibles (très inférieures à 25 µg/l). Compte tenu de leur présence possible, la SAS CET Bouyer Leroux a proposé d'entreprendre une recherche de DEHP et de HBCDD par une surveillance sur ces 4 molécules pendant 1 an à fréquence trimestrielle (prélèvements 24 h), sur les lixiviats traités (rejets).

Pour les substances recensées sous l'intitulé «Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local», il s'agit de polluants de l'état écologique visés par l'arrêté évaluation du 25 janvier 2010 modifié qui n'ont pas été recherchés dans le cadre de l'action RSDE (excepté toluène, et tributylphosphate) et qui correspondent au bassin Loire-Bretagne.

Pour cette catégorie, le guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau indique qu'il sera nécessaire de s'interroger sur l'éventuelle présence de la substance dans les rejets mais aucune campagne d'analyse ne doit être mise en œuvre de manière systématique (sur tous les sites d'une même région ou sur tous les sites appartenant à un même secteur d'activité par exemple) pour caractériser les rejets.

Lors des mesures réalisées dans le cadre de la surveillance pérenne, tributylphosphate et toluène n'ont pas été détectés (< Limite de Quantification). Le xylène a été étudié lors des précédentes phases RSDE et n'a pas été retenu pour les ISDND. A l'issue de la recherche, il ressort que les substances sont essentiellement des produits phytosanitaires qui ne correspondent pas aux déchets reçus en ISDND.

Une ISDND ne sera pas un contributeur significatif de ces substances : la SAS CET Bouyer Leroux n'a donc pas proposé la surveillance de ces molécules.

Comme convenu, la SAS CET Bouyer Leroux a transmis à la Dreal, par courrier du 2 avril 2020, les résultats de la surveillance trimestrielle sur 1 an des molécules PFOS, dioxines, DEHP et HBCDD. Les prélèvements 24 h ont été réalisés par la société IRH et les analyses par la société EUROFINs, toutes deux accréditées dans leurs domaines respectifs. Les PFOS, dioxines et HBCDD ne sont jamais détectés.

Les DEHP sont détectés une fois lors du 1<sup>er</sup> prélèvement (léger dépassement de la limite de quantification), mais ne sont jamais détectés lors des campagnes suivantes.

Par conséquent, il peut être conclu en l'absence de ces molécules dans les rejets de perméat de la station BIOMEMBRAT et l'abandon de cette surveillance RSDE est proposée.

### *10.1.3 Arrosage par des lixiviats traités*

Dans son étude d'impact l'exploitant propose une solution de réduction des impacts en période sèche portant sur le rejet de lixiviats traités. Il cesserait tout rejet durant la période de juillet à septembre, et mettrait en œuvre un arrosage d'espace verts sur cette période. Cette gestion des lixiviats traités a fait l'objet d'un descriptif dans un porter à connaissance à la DREAL le 11 septembre 2015, validé par la préfecture le 12 octobre 2015. Le pétitionnaire a mis à jour ce protocole dans son étude d'impact.

Le projet d'arrêté reprend les dispositions de ce protocole et encadre les conditions de ces arrosages.

### *10.1.4 Analyse des meilleures techniques disponibles*

Les préconisations génériques des MTD pour le traitement des déchets ont été prises en compte par l'exploitant dans la conception et l'exploitation du site de La Cachotière.

### *10.1.5 Poursuite de l'activité par réhausse*

Le projet consiste à poursuivre l'exploitation en réhausse des casiers actuels. Pour démontrer la faisabilité de cette exploitation, l'exploitant a fourni un rapport technique d'assistance géotechnique par le bureau d'études Écogéos d'octobre 2020. Les résultats de l'étude attestent de la stabilité des futurs massifs.

### *10.1.6 Drainage des lixiviats en fond de casier*

L'exploitant a fourni une étude d'équivalence du drainage des lixiviats en fond de casier, par la mise en place de géocomposite de drainage (GCD) permettant de remplacer la couche de 0,5 m de matériaux drainants de perméabilité  $> 1.10^{-4}$  m/s.

L'utilisation de GCD en solution d'équivalence de drainage présente l'avantage de soulager la pression sur la ressource en matériaux naturels alluvionnaires et aussi d'augmenter le volume de stockage des casiers.

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la substitution de la couche de 0,5 m de matériaux drainants par du haut vers le bas :

- 0,3 m de matériaux drainants de perméabilité  $> 1.10^{-4}$  m/s ;
- un géocomposite de drainage (GDC).

L'avis favorable est sous réserve que l'exploitant respecte les recommandations de mise en œuvre dans l'étude Ginger Burgeap du 21/09/2020. Les calculs d'équivalence devront être actualisés avec le produit sélectionné en fond de casier, et transmis à l'inspection des installations classées.

### *10.1.7 Phase de suivi post-exploitation des anciens casiers*

La couverture finale sera réalisée au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation de la rehausse.

L'exploitant n'enclenche pas de suivi en post-exploitation sur les casiers actuels, car le projet consiste à étendre l'exploitation en réhausse des casiers actuels.

Le démarrage de la post-exploitation concernera l'ISDND dans son ensemble (casiers actuels et casiers en rehausse). Elle commencera à la fin de l'exploitation de la rehausse (fin 2040).

### *10.1.8 Casier d'amiante lié*

L'exploitant a sollicité de pouvoir poursuivre l'enfouissement d'amiante lié dans le casier situé sur la parcelle C 32 jusqu'au 31/12/2023 à un rythme de 2 500 t/an. L'exploitation du casier dédié à la réception de déchets d'amiante lié sur la parcelle C 32 est régit par les articles 39 à 45 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Le réaménagement de ce casier devra démarrer à compter du 01/01/2024.

### *10.1.9 Calcul du montant des garanties financières*

L'exploitant devra proposer sous un mois à compter de la signature du projet d'arrêté préfectoral le nouveau calcul des garanties financières. Les garanties financières devront être constituées sous trois mois à compter de la signature du projet d'arrêté préfectoral.

## **10.2 Analyse de la demande de servitude d'utilité publique**

En parallèle du dossier de demande d'autorisation, l'exploitation a demandé l'institution de servitudes dans la bande de 200 m autour des futurs casiers de stockage.

En effet, il disposait de la maîtrise foncière par des conventions lors de la précédente autorisation, mais la parcelle C 300 n'avait pas pu refaire l'objet d'une nouvelle convention dans le temps imparti pour le dépôt administratif du dossier.

Lors de l'enquête administrative, la mairie ne s'est pas opposée à l'institution de servitudes.



Le commissaire enquêteur a émis un rapport sur les résultats de la consultation et ses conclusions sur le projet de servitudes.

En conséquence, l'inspection valide la demande de création d'une servitude pour cette seule parcelle C 300 en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement.

## **11 Conclusion de l'inspection des installations classées**

Les impacts du projet sur l'environnement ont été examinés. Les mesures prévues rendent le projet acceptable au regard des enjeux environnementaux (paysage, nuisance, trafic, qualité des eaux, pollution des sols, biodiversité,...). A noter que la présence de deux espèces protégées nécessitera une réévaluation de la situation préalablement au démarrage des travaux, et le cas échéant fera l'objet d'une demande de dérogation pour le déplacement des individus concernés et de leur habitat.

En conclusion, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société SAS CET BOUYER LEROUX, sous réserve de l'application, dans les délais impartis, des prescriptions ci-jointes proposées.

L'inspection émet également un avis favorable à l'institution d'une servitude concernant la parcelle C 300 en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement.

En application des articles R.181-39 et R.181-41 du Code de l'environnement, le préfet peut solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur ce projet d'arrêté préfectoral.

En application de l'article R.515-31-6 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique est soumis à l'avis du CODERST.

*La réalisation d'un dossier de demande d'autorisation environnementale relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.*